

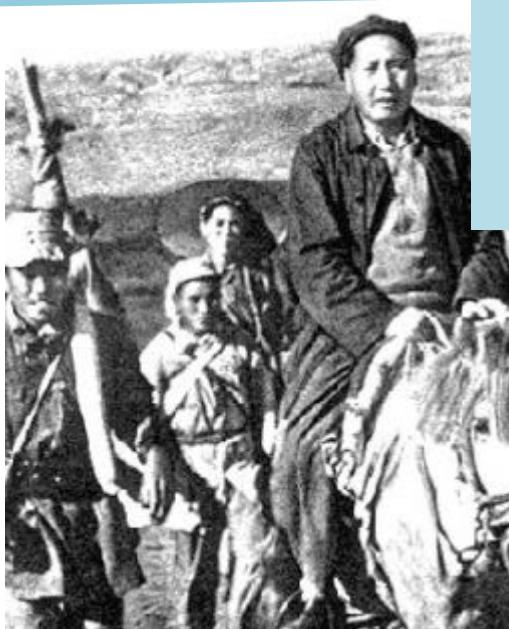
Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et RévolutionnairE

中國

1€
2€ soutien

Les révolutions chinoises



- I. La Chine au début du XXe siècle**
- II. Essor et échec de la deuxième révolution (1921-1927)**
- III. De l'écrasement de la deuxième révolution (1927)
à la victoire de la troisième (1949)**
- IV. De la prise du pouvoir par le PCC à la révolution culturelle**

Cette brochure se propose de tracer un bref parcours dans l'histoire de la Chine au XXe siècle. Il s'agira d'aborder l'histoire de la révolution chinoise en tentant de répondre à plusieurs questions : quelles furent les classes sociales en présence et le rôle respectif qu'elles jouèrent dans les processus révolutionnaires qui culminèrent dans les trois révoltes de 1911, 1927 et 1949 ? Quels étaient le programme et la nature du parti communiste chinois ? Quelle fut l'orientation de Trotsky et des militants chinois de l'Opposition de gauche, puis de la IVe Internationale ? Enfin, comment caractériser l'État et le mode de production de la Chine après 1949 ?

I. La Chine au début du XX^e siècle

Une Chine semi-féodale et semi-coloniale

À l'aube du XX^e siècle, l'agriculture occupe en Chine les 4/5e de la population. Mais 10 % des propriétaires et paysans riches détiennent plus de 65 % des terres, tandis qu'une masse très pauvre (70 % des paysans) se partagent de maigres lopins, soit 15 % de la surface arable totale. Les gros propriétaires pressurent fermiers et métayers, tandis que règne la misère. La paysannerie est maintenue dans l'ignorance par l'opium de la religion, empreinte de morale confucianiste, fondée sur un code rigide du comportement, le culte de la famille et des ancêtres, la soumission à tout ce qui est plus puissant que soi-même.

La dynastie Qing, mandchoue, qui règne alors, passe pour étrangère aux yeux de la population. Les véritables détenteurs du pouvoir sont les mandarins, qui dirigent toute la hiérarchie administrative, et sont eux-mêmes de très riches propriétaires et usuriers. Les « seigneurs de la guerre » (l'aristocratie foncière armée) dominent quelques grandes provinces, enrôlent des troupes, pillent les paysans et se font la guerre. C'est le triomphe de la corruption généralisée.



La Chine en est d'autant plus aisément soumise à la domination impérialiste. Dans les années 1840-

1850 ont été conclus les « traités inégaux », par lesquels la Chine est contrainte d'accueillir des missionnaires chrétiens, et surtout de réservé des quartiers extra-territoriaux, échappant au gouvernement chinois, aux puissances impérialistes. En 1885, face à la France, la Chine renonce au Tonkin puis, en 1895, à l'issue de sa défaite militaire face au Japon, elle perd la Corée et doit payer au gouvernement japonais de lourdes indemnités. Suit une véritable curée des grandes puissances européennes, du Japon et des États-Unis : la Chine est contrainte à des emprunts forcés à taux élevés, à des concessions minières et territoriales, dont la plus grande est Shanghai, devenue internationale et divisée entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La Chine est donc une semi-colonie.

Le début de l'industrialisation et l'apparition du nationalisme bourgeois : création du Kuomintang

Mais cette situation permet le développement l'industrie chinoise. Au début du siècle, la structure industrielle du pays combine un artisanat déjà ancien, spécifiquement chinois (textile, soie, bois, laque, porcelaine) et une grande industrie capitaliste, essentiellement financée par des capitaux étrangers : industrie extractive, métallurgie, coton et alimentation surtout. Ces capitaux financent aussi des infrastructures (ports, téléphone, chemins de fer...). On assiste parallèlement au développement d'une bourgeoisie chinoise, soit issue de l'ancienne bourgeoisie de la proto-industrialisation, soit une bourgeoisie intermédiaire, instruite, formée à l'étranger. Or une partie importante

de cette bourgeoisie nationale se met à faire de la politique. Elle se veut anti-impérialiste et moderniste.



La Chine a longtemps subi son état d'arriération, mais il y a eu des précédents, comme la « révolte des Taiping » (1850-1865), paysans nationalistes et modernistes, dans une Chine du Sud plus instruite, plus ouverte, plus rebelle, puis celle des « Boxers » en 1900. Il y a eu aussi « les cent jours de Kang » en 1898, auxquels la reine mère Ci-Xi, très conservatrice, avait rapidement mis fin, mais qui donnèrent naissance à quarante édits, réformant les écoles, créant l'Université, instaurant un système judiciaire, un réseau postal, un code du commerce modernes, remplaçant les examens confucéens traditionnels par des concours ouverts sur la science... En 1909, les assemblées provinciales furent élues au suffrage censitaire ; la création de chambres de commerce allait quant à elle permettre l'extension de la bourgeoisie moderne.

Le parti nationaliste (futur Kuomintang) est fondé par Sun-Yat-Sen, médecin de Canton, intellectuel, qui a fait ses études au Japon et aux États-Unis. Ce parti se compose essentiellement, à l'origine, d'une petite et moyenne bourgeoisie, officiers, intellectuels, étudiants, commerçants, entrepreneurs des grandes villes portuaires. Son programme englobe l'indépendance par rapport

aux puissances étrangères, la souveraineté et la démocratie politique, le « bien-être » et la réforme agraire. Mais il n'est absolument pas révolutionnaire et s'oppose à la lutte de classes. Son influence s'étend rapidement dans la nouvelle bourgeoisie et à l'Université, ainsi que dans l'émigration chinoise, qui le finance. Entre 1905 et 1911, il fomente de nombreux soulèvements : l'un d'eux réussit en 1911 à Wuchang, appuyé par une insurrection des soldats contre le gouverneur général de la région. La République est proclamée. Cette révolte révolutionnaire, mêlant soldats et officiers, étudiants, bourgeois « modernisateurs » et ouvriers, contre la dynastie mandchoue corrompue qui livre le pays aux capitalistes occidentaux, s'étend peu à peu dans les provinces centrales et méridionales de la Chine. Sun-Yat-Sen, qui s'est rallié à la riche bourgeoisie des assemblées provinciales et des chambres de commerce, devient président de la république le 1er janvier 1912 ; mais il est rapidement évincé du pouvoir par la droite du mouvement nationaliste.



Le mouvement du 4 mai 1919

Entre 1911 et 1919, on assiste à une intense fermentation intellectuelle et à une radicalisation de la vie politique. L'Université en est le centre : fièvre de savoir, lecture d'ouvrages occidentaux, découverte du positivisme, du matérialisme, de l'anarchisme... Les journaux, les revues se multiplient. Chen Du Xiu, futur fondateur du parti communiste, brillant intellectuel, professeur à l'Université de Shanghai, dirige *La Jeunesse*, l'un des plus importants

périodiques de l'époque, où écrit l'avant-garde intellectuelle et politique.

Or, au printemps 1919, une « Conférence de la Paix » se tient à Paris pour régler l'issue de la Première Guerre mondiale. La Chine y demande que les ex-concessions allemandes confisquées par le Japon lui soient restituées. Mais la conférence refuse : c'est la légalisation de l'agression japonaise. L'humiliation et l'indignation des Chinois débouchent sur l'explosion nationaliste du 4 mai : manifestations d'étudiants dans le quartier des ambassades impérialistes, grève générale des cours dans les Universités, boycott des produits japonais... Le mouvement, très intense, atteint une vingtaine de villes et gagne les ouvriers, qui se mettent en grève. Tous les protagonistes rejettent le gouvernement et la vieille culture chinoise, accusée de concourir à l'effondrement national du pays.



Naissance du parti communiste

Lénine a envoyé des délégués en Chine dès avant 1919, pensant que les semi-colonies sont des maillons faibles de l'impérialisme, qu'il faut donc y travailler tout particulièrement, afin d'étendre la révolution au niveau mondial. Or, pour un certain nombre d'étudiants et d'intellectuels, le mouvement du 4 mai se prolonge naturellement par l'étude du marxisme, ignoré en Chine jusqu'en 1917 : dans les universités, des groupes d'études marxistes se multiplient. Ils vont bientôt donner naissance au parti communiste chinois : celui-ci est fondé à Shanghai, concession française, en juillet 1921. Le Congrès réunit 12 personnes, qui représentent 57 adhérents, des intellectuels et aucun ouvrier... Chen Du Xiu, qui est l'un des premiers Chinois à s'être

rallié au marxisme, est élu secrétaire général. Mao Zedong, bibliothécaire à l'Université de Shanghai, est secrétaire de séance...



Ces intellectuels savent qu'ils doivent absolument se plonger en milieu ouvrier. Or le prolétariat s'est développé en Chine avec le début de l'industrialisation. On compte 1,5 millions d'ouvriers vers 1910. Ils ont commencé à s'organiser spontanément, mettant notamment à profit la relative liberté octroyée par la République en 1911 pour créer des syndicats, principalement à Shanghai, Canton et Hong Kong. On compte une centaine de grèves entre 1895 et 1918.

Entre 1921 et 1924, le PCC se construit à un rythme foudroyant, s'implante dans les syndicats des grandes villes, organise des grèves. Sous son impulsion se tient en 1922, à Canton, le premier congrès national des syndicats chinois, dont les quelque 160 délégués représentent déjà 270 000 travailleurs. Mais le gouvernement et le patronat ne tardent pas à réagir ; la répression s'abat ; celle de la grève des chemins de fer en février 1923 est violente. Cela entraîne un certain recul du mouvement ouvrier. Les dirigeants du parti et de l'Internationale communiste décident alors un virage stratégique, sous la forme d'une alliance avec le Kuomintang. L'idée est de s'appuyer sur ce parti bourgeois nationaliste progressiste pour développer le parti communiste à la fois en soutenant la cause de la révolution nationale et démocratique chinoise, en bénéficiant d'une certaine « couverture » pour protéger les militants communistes et pour nouer des liens avec les membres les plus progressistes du Kuomintang. De leur côté, les diri-

geants de ce parti sont en train d'essayer de conquérir par les armes le pays, dont la plus grande partie leur échappe et est en proie aux exactions des « seigneurs de la guerre » ; ils ont donc un besoin impérieux d'argent et d'armes pour lancer leurs offensives militaires ; dès lors, ils voient dans l'alliance avec les communistes une opportunité pour se développer dans les villes grâce à des militants qu'ils savent dévoués et efficaces, et surtout pour bénéficier d'un appui politique, financier et militaire de la part de l'État soviétique.

Les dirigeants du Kuomintang ne sont pas sots : ils soumettent l'alliance envisagée à une condition impérative ; les communistes ne pourront entrer qu'à titre individuel dans le parti nationaliste, et n'auront pas le droit d'y faire de la propagande communiste. Les dirigeants de l'Internationale communiste, dont le président est Zinoviev (alors allié à Staline dans la lutte contre Trotsky, qui vient de commencer), et qui tend déjà à fonctionner de plus en plus comme un instrument au service de l'État soviétique, demandent au PCC d'accepter la condition imposée par le

Kuomintang. L'alliance est donc scellée en janvier 1924, et des accords entre Sun-Yat-Sen et l'État soviétique sont signés (les « accords Sun-Joffé »).

Dès lors, la plupart des militants communistes seront investis à temps plein dans la construction loyale du Kuomintang. Le PCC comme tel, dont les organismes sont formellement maintenus, perd rapidement toute visibilité. Une pareille stratégie ne peut conduire qu'à la décomposition. Et à la catastrophe.

II. Essor et échec de la deuxième révolution (1921-1927)

Révolution bourgeoise ou révolution socialiste ?

Il n'y avait pas encore, à cette époque, de vrai débat sur ce sujet au sein de l'Internationale. Trotsky était hostile à cette entrée dans le KMT, mais il n'en avait pas fait un cheval de bataille et ne s'intéressa pas particulièrement à la question chinoise pendant plusieurs années. Pour Maring et les dirigeants de l'IC chargés de la Chine, le virage stratégique de 1924 s'imposait à la fois en raison des circonstances (la répression féroce contre le mouvement ouvrier) et par l'objectif de nouer des liens avec les masses urbaines qui voyaient dans le mouvement nationaliste la direction de leur combat. Mais, plus fondamentalement, ces dirigeants restaient prisonniers d'une vision mécaniste de l'histoire, semi-menchevik, selon laquelle la période historique en Chine était à l'« étape » de la conquête du pouvoir par la bourgeoisie nationaliste contre le féodalisme et l'impérialisme, le prolétariat devant dès lors avoir pour principal objectif immédiat le soutien et l'aide à la réalisation de ces tâches de la bourgeoisie nationaliste.

Certes, le programme du KMT étant clairement anti-féodal et anti-impérialiste, une alliance avec ce parti devait être un élément de la stratégie d'ensemble du parti communiste.

Mais elle ne pouvait être que tactique et ponctuelle, contre l'impérialisme qui pillait la nation et contre les seigneurs féodaux qui mettaient le pays à feu et à sang. Elle ne devait nullement empêcher les communistes de continuer à construire leur propre organisation sur la base de leur programme et de brandir ainsi le drapeau de la révolution socialiste. Lénine, dans le rapport de la commission nationale et coloniale au IIe Congrès de l'IC, soulignait que les communistes ne devaient soutenir les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que si ces mouvements étaient réellement révolutionnaires, et si leurs représentants ne mettaient pas d'entrave à l'organisation, dans un esprit révolutionnaire, de la paysannerie et des masses exploitées. Si dans son premier stade la révolution pouvait avoir, dans les pays arriérés économiquement et socialement, un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres, pour Lénine, le devoir absolu des partis communistes était néanmoins de faire, partout, de la propagande en faveur des soviets ouvriers et paysans. Or il y avait à cette date plus de deux millions d'ouvriers en Chine et tous les éléments étaient réunis pour un soulèvement à la fois prolétarien et paysan, sous la direction de la classe ouvrière, dont la révolution russe avait donné la première illustration victorieuse.

La trahison stalinienne des principes du bolchevisme

Boukharine, Staline et les dirigeants de l'IC, à la différence de Lénine, jugeaient inopportun de lancer le mot d'ordre d'organisation des soviets paysans dans les campagnes chinoises. En fait, ils renonçaient de plus en plus à toute stratégie réellement révolutionnaire, au nom de la prétendue théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays », produite par Boukharine et Staline à la fin de 1924. De plus en plus, l'IC devenait pour eux un instrument au service des intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S., c'est-à-dire avant tout des intérêts et des priviléges de la bureaucratie soviétique aspirant à la stabilisation de ses positions et de son pouvoir.

Or le PCC était dirigé en fait directement par les chefs de l'IC qui lui accordaient une importance toute particulière, en veillant à sa subordination complète au KMT et à Tchang-Kaï-Tchek, avec lequel l'État soviétique avait passé toute une série d'accords économiques, politiques et militaires. Dès lors, les couches supérieures du parti eurent de moins en moins confiance dans le prolétariat et dans la paysannerie, elles ne crurent pas à la possibilité d'une transcroissance de la révolution chinoise

ouvrière et paysanne, dirigée par le prolétariat, en révolution socialiste. L'appareil du PCC devint ainsi un obstacle dans la construction du parti et de la voie révolutionnaires¹. Il dénonçait par exemple avec virulence ce qu'il appelait les « illusions » des ouvriers et des paysans. Or, quelles étaient ces prétendues « illusions » ? Les revendications « trop grandes », les piquets de grève ouvriers, la confiscation des terres par les paysans ! La direction du PCC, engagée toujours plus loin dans son alliance avec le KMT, craignait de lui déplaire et se contentait de lui servir de flanc gauche. Elle subordonnait ainsi les intérêts des ouvriers et de la paysannerie à ceux de la bourgeoisie, se livrant aux combinaisons par en haut, allant jusqu'aux marchandages et aux compromissions. Elle laissa alors échapper des moments historiques exceptionnellement favorables à la révolution.

Ce gâchis est d'autant plus terrible que le PCC était alors un parti comptant 50 000 membres environ en 1927, jouissant d'une influence qui s'étendait à des millions d'ouvriers et de paysans. Mais l'appareil, issu de l'intelligentsia petite-bourgeoise radicalisée après le mouvement nationaliste du 4 mai 1919, mais très peu formée au marxisme et pas du tout bolchevisme, n'admettait pas d'ouvriers dans la direction, tout comme il redoutait le mouvement paysan. Il estimait qu'il ne servait à rien aux paysans de s'armer et proclamait le front unique dans les campagnes avec les « bons gentry » et les moyens propriétaires fonciers. Et, au cours de ces années de guerre civile et de combats sociaux violents², le parti

ne constitua pas de milices ouvrières armées autonomes, se subordonnant entièrement à l'armée nationaliste.

La répression sanglante du mouvement ouvrier par Tchang Kai Tchek

La lutte de classes se chargea de modifier, en les clarifiant, les rapports entre communistes et nationalistes. En 1926, le comité de grève des ouvriers de Canton constitua le premier soviet chinois, avec ses milices, ses tribunaux et tous les attributs d'un deuxième pouvoir.



Cette montée du mouvement des masses inquiétait les possédants, et l'influence acquise par les communistes provoqua dans le KMT un regroupement « de droite ». Tchang-Kai-Tchek, l'un de ses principaux dirigeants, était excédé par la croissance et par la propagande du PCC. En juillet 1926, Tchang proclama la loi martiale et assimila la grève à un acte de sabotage. Or, même dans ce contexte de répression organisée par les gouvernements nationalistes qui tenaient le Sud de la Chine, les communistes chinois continuaient à adhérer au KMT où toute organisation de fraction ou même de tendance leur était interdite !

Tchek galvanisa le moral des ouvriers des grandes villes comme des paysans pauvres qui n'avaient pu encore éprouver sa véritable signification sociale. Le 19 février 1927, alors que son avant-garde n'était plus qu'à une cinquantaine de kilomètres de Shanghai, les syndicats de la ville, dirigés par les communistes, déclenchèrent une grève générale que le commandant de la place, le général Li, réprima férolement. Des centaines d'ouvriers furent arrêtés et exécutés pour avoir manifesté leur sympathie à l'égard de l'armée nationaliste ou pour avoir participé à la grève. Le 22 mars, les ouvriers commencèrent le soulèvement armé qui devait ouvrir à Tchang-Kai-Tchek les portes de Shanghai ; le 24, ils furent écrasés et la grève prit fin. Pendant ce temps, l'armée de Tchang-Kai-Tchek avait cessé d'avancer, probablement aux termes d'un accord avec le général Li, qui deviendra peu après commandant d'armée sous les ordres de Tchang-Kai-Tchek. Elle ne reprit sa progression qu'à la mi-mars. La grève et les combats armés recommencèrent. C'est seulement le 26 mars, lorsqu'il devint évident que l'insurrection ouvrière allait triompher, que les troupes de Tchang-Kai-Tchek firent leur entrée dans Shanghai. Tchang-Kai-Tchek n'eut dès lors qu'un souci : rassurer les représentants des puissances et faire valoir « l'ordre et la loi ». Le 6 avril, il ordonna le désarmement des détachements ouvriers qui avaient conduit l'insurrection. Le 12, ses troupes de choc, recrutées dans les bas-fonds et le *lumpenprolétariat*, occupaient les locaux des organisations ouvrières. La grève générale improvisée en guise de riposte fut noyée dans le sang. C'est par milliers que les militants ouvriers furent traqués et abattus. Malraux (qui était alors par ailleurs l'un de ces nombreux « amis de l'U.R.S.S. » fermant les yeux, au nom de la construction du socialisme dans un seul pays, sur les crimes de Staline et de la bureaucratie) a décrit dans *La condition humaine* ces communistes jetés vivants dans les chaudières des locomotives. Le PCC fut décimé. Les survivants se replièrent dans les campagnes.



Dans les derniers mois de 1926 et les premières semaines de 1927, l'avance vers le Nord de l'« armée révolutionnaire » de Tchang-Kai-

¹ L'analyse qui suit s'appuie en particulier sur la lettre très critique de trois membres de la mission de l'IC en Chine (Nazanov, Forkine et Albrecht) auprès du Comité Exécutif de l'IC, datée du 17 mars 1927 (cette lettre ne fut pas publiée en URSS à l'époque, la direction stalinienne de l'IC ayant jeté sur elle un silence total) (Cf. Pierre Broué éd., *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI).

² En mai 1925, par exemple, eurent lieu de graves incidents à Shanghai, une grève fut réprimée dans le sang, ce qui suscita un mouvement d'indignation dans les grandes villes du pays et certaines campagnes avec meetings, défilés, grèves, boycott antijaponais et antibritannique.

Analyse de l'échec

L'Opposition de gauche menée par Trotsky pressentit le désastre dont allait accoucher l'alliance *organique* du PCC avec la bourgeoisie nationaliste. Trotsky écrivait le 3 avril 1927, de manière prémonitoire : « *Continuer la politique d'un parti communiste dépendant, fournir des ouvriers au Kuomintang, c'est préparer les conditions de l'établissement triomphant d'une dictature fasciste en Chine* ». L'histoire l'apprenait, les mouvements d'émancipation nationale qui ne se transforment pas en révolution socialiste s'engagent inévitablement dans la voie de la réaction bourgeoise (en Turquie, Kemal Pacha venait ainsi de faire égorger les militants communistes, réduisant le mouvement ouvrier à l'illégalité et soutenant la bourgeoisie et les paysans riches)¹.



L'IC dirigée par Boukharine et Staline, et les dirigeants du PCC se berçaient de l'illusion que les nationalistes différaient fondamentalement et socialement de la bourgeoisie

compradore. Or, tout l'appareil du gouvernement national et du KMT était attaché par des milliers de liens à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers. L'existence des syndicats ouvriers n'était même pas reconnue par les gouvernements nationalistes locaux et les organisations ouvrières étaient considérées comme illégales. Loin d'assurer à l'ouvrier la journée de huit heures, la révolution nationaliste ne lui avait pas procuré un seul jour de repos par semaine. Elle ne lui avait pas davantage donné de législation sociale. Maître et fabricant pouvaient encore infliger aux coolies des châtiments corporels.

La presse communiste et celle des PC en URSS et ailleurs continuaient pourtant, dans ces conditions, de défendre la ligne du « Bloc des quatre classes » (ouvriers, paysans, classes moyennes, bourgeoisie non-compradore)². « *Comme si le marxisme était révoqué en Chine et comme si un gouvernement situé au-dessus des classes pouvait exister !* » (Zinoviev). Le PCC cachait son existence propre derrière le Kuomintang, dans lequel il se fondait au point d'y être assimilé. Dans l'agitation parmi les masses, c'était presque toujours au nom du KMT, et non pas au nom de leur propre parti, que parlaient les communistes. Ils négligeaient d'avoir leur journal régulier. Ils taisaient même les fusillades d'ouvriers et de paysans par le KMT. Les dirigeants du PCC, au lieu de le démasquer impitoyablement et de

s'en désolidariser, s'étaient couchés devant le parti bourgeois.

Dans la lutte de classes, la bourgeoisie nationaliste sut reconnaître les siens. Elle n'hésita pas devant l'alliance avec les impérialistes et la bourgeoisie compradore pour massacer les ouvriers. Trotsky le notait en mai 1927 : « *Tout ce qui relève la foule opprimée des travailleurs pousse fatallement la bourgeoisie nationale à l'alliance militaire déclarée à l'impérialisme. La bourgeoisie chinoise a toujours derrière elle un arrière solide en la personne de l'impérialisme, toujours disposé à l'aider contre les ouvriers et les paysans chinois de son argent, de ses marchandises et de ses obus* »³.

¹ Thèses de Zinoviev au Bureau politique du PC soviétique, 14 avril 1927. Les lignes qui suivent s'inspirent de ces thèses de Zinoviev, qui avait rejoint alors l'Opposition du PC soviétique.

² L'organe des communistes allemands, *Die rote Fahne*, publia le 17 mars 1927 un portrait de Tchang-Kaï-Tchek, présenté comme le chef des ouvriers révolutionnaires chinois. Chen-Du-Xiu, le secrétaire général du PCC (et qui deviendra plus tard trotskiste), déclara le 5 avril 1927 : « *Bien que nos opinions essentielles ne soient pas en tous points semblables, nous devons être unis. Il apparaît que le PCC n'a de désaccords avec le KMT que sur des questions de détail* ». (Cf. P. Broué, *op. cit.*).

³ Trotsky, *La révolution chinoise et les thèses de Staline*, 7 mai 1927.

III. De l'écrasement de la deuxième révolution (1927) à la victoire de la troisième (1949)

La décennie de Nankin (1927-1937) : la dictature de Tchang-Kaï-Tchek

Après la conquête de la majeure partie de la Chine par les troupes nationalistes, Tchang-Kaï-Tchek instaura sa dictature, fondée sur le parti unique (KMT), le culte de la personnalité (Tchang-Kaï-Tchek se fit appeler « le Gemo », le généralis-

sime), l'embrigadement de la jeunesse dans les « Chemises bleues » et un recours réactionnaire à la religion confucianiste. Ce bonapartisme de type fasciste permit d'organiser une lutte systématique et efficace contre les communistes et le mouvement ouvrier (constitution de « syndicats » officiels, intégrés à l'État et financés par lui, dont les bureaucraties étaient nécessairement membres du Kuomintang et auxquels les ouvriers des

grandes entreprises étaient obligés d'adhérer ; il subsistait quelques syndicats clandestins, sans cesse pourchassés et réprimés).

En même temps, le régime dit « de Nankin », du nom de la ville où le gouvernement de Tchang-Kaï-Tchek était installé, tenta une modernisation économique du pays, réalisant notamment l'unification administrative, douanière et monétaire de

la Chine et faisant appel à des capitaux étrangers : ces investissements doublèrent entre 1911 et 1936, ce qui permit la croissance du réseau ferré et routier, ainsi que l'émergence de compagnies aériennes civiles à capitaux mixtes, allemands surtout. Il en résulta un certain désenclavement de la Chine, mais la modernisation restait relative, le pays demeurant arriéré économiquement et toujours rural dans une proportion écrasante (la classe ouvrière ne représentait encore qu'1 % de la population totale du pays). En matière de politique agricole, on n'enregistra que très peu de progrès au cours de cette période, hormis la réalisation de quelques travaux hydrauliques.

La crise économique gagna la Chine dès 1931, crise à laquelle vinrent s'ajouter des catastrophes naturelles entraînant de graves famines. Un déficit budgétaire chronique, dû aux dépenses improductives du régime (pour l'armée en particulier), frappait l'économie chinoise. Le gouvernement bureaucratique de Tchang-Kaiï-Tchek était d'ailleurs corrompu jusqu'à l'os.



L'implantation rurale du PCC : le choix de la paysannerie, l'abandon de la classe ouvrière

Après la défaite de 1927, le PCC se transporta dans les campagnes, dans une zone de collines peu accessible. Il tenta encore d'organiser deux

soulèvements militaires contre le régime de Tchang-Kaiï-Tchek (à Nang Chang au Sud de la Chine en août 1927 et lors de l'insurrection dite « de la Moisson d'Automne » en septembre de la même année), puis il abandonna toute tentative de reprendre contact avec les villes et la classe ouvrière. Cessant ainsi définitivement d'être un parti ouvrier, il devint un appareil politico-militaire s'appuyant sur la paysannerie, bureaucratisé à l'extrême, des comités locaux permanents de quelques personnes détenant l'essentiel du pouvoir, bientôt sous la direction de Mao-Tsé-Toung (ancien bibliothécaire de l'Université de Shanghai et seul dirigeant originaire de la campagne — il était né dans le Hunan dans une famille de la moyenne paysannerie et avait été à ce titre chargé dès 1923-1924 des affaires paysannes).

À partir de 1928, le PCC mit sur pied une « armée rouge », bientôt forte de 10 000 hommes environ, composée de paysans, d'anciens bandits et de déserteurs de l'armée nationaliste et avec laquelle il réussit à conquérir quelques zones rurales. Là où il s'implanta, il mena une politique progressiste de réformes : ouverture d'écoles, lutte contre les traditions paysannes obscurantistes (opium, jeux, pieds bandés, inégalité des sexes...) et surtout réforme agraire (confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et redistribution aux petits paysans). Des « soviets » locaux, en réalité des organismes larges entièrement contrôlés par le parti, furent institués. Le 7 novembre 1931 fut même proclamée la République soviétique chinoise, avec Mao comme président ; elle contrôlait environ dix millions de personnes dans les provinces centrales du pays, le Hunan et le Jiangxi ; le parti, quant à lui, compta bientôt jusqu'à 300 000 membres.

Mais les attaques militaires très violentes lancées par le gouvernement central de Tchang-Kaiï-Tchek contre ces implantations communistes se multipliaient ; ce furent notamment, entre 1931 et l'automne 1934, les « cinq campagnes d'éradication », menées avec des moyens considérables — notamment des avions de chasse —, et qui finirent

par obliger les communistes à évacuer toutes leurs bases et à fuir ; alors commença la « Longue Marche ».

La « Longue Marche » (octobre 1934-octobre 1935)



110 000 partirent (90 000 soldats et 20 000 civils environ) ; seuls 10 000 arrivèrent à Yanan, au nord-ouest de la Chine, où ils s'arrêtèrent pour planter une petite base communiste. Pendant le parcours, une bonne moitié des soldats avait déserté, une autre partie avait péri. Car la « Longue Marche », une traversée du pays sur plus de 12 000 kilomètres, avait rencontré de nombreux obstacles : le climat, l'hostilité d'une partie des populations face à ce qu'elles considéraient comme des envahisseurs, les attaques nationalistes de l'armée nationale... Le parti perdit non seulement ses bases rurales, récupérées par le régime de Tchang-Kaiï-Tchek, mais encore la plupart de ses militants, réduits à 40 000 à peine en 1936.

Mais la Longue Marche eut deux conséquences importantes : d'une part, l'autorité de Mao-Tsé-Toung en sortit considérablement affermie, il devint le dirigeant incontesté du parti, le comité central reconnaissait désormais ses thèses : construire avant tout un parti paysan. D'autre part, la propagande menée tout au long du chemin contribua à populariser le programme du parti auprès de la paysannerie.

La Chine dans la guerre contre le Japon, 1937-1945

Après le début de la guerre sino-japonaise, le PCC adopta un nouveau virage : la tactique du Front populaire (alliance des PC avec une

partie de la bourgeoisie), qui était la ligne prônée par Moscou dans divers pays. L'armée impérialiste japonaise, très supérieure militairement, était en train de conquérir une partie de la Chine (les côtes et même quelques régions de la Chine centrale), au prix d'une violence et d'une barbarie inouïes. Au nom de la lutte contre l'impérialisme japonais, le PCC fit alors une nouvelle alliance avec Tchang-Kaï-Tchek et son régime bourgeois de type fasciste, qui avait écrasé le prolétariat dans le sang à peine dix ans plus tôt, et pourchassait impitoyablement les communistes la veille encore¹.

Pour consolider cette union sans principe, Mao et les dirigeants du PCC rangèrent totalement le drapeau de la révolution socialiste et se prononcèrent pour la réalisation d'une phase dite « démocratique-bourgeoise » de la révolution, en collaboration avec la bourgeoisie nationale anti-japonaise et contre la fraction de la bourgeoisie collaborationniste qui mit en place le régime de Wang-Jin-Wei à l'Est du pays pour mieux servir l'envahisseur japonais. Le PCC alla jusqu'à refuser désormais de réaliser immédiatement la « réforme agraire », afin de ne pas effrayer la bourgeoisie, et jusqu'à se prononcer en faveur du développement d'un « capitalisme à caractère progressiste » pour « contribuer à l'amélioration des conditions de vie du peuple ». C'était à nouveau, comme au temps du premier rapprochement avec le Kuomintang, dans les années 1920, l'« alliance des quatre classes » : paysannerie, classe ouvrière, classes moyennes, capitalistes nationaux (« non collaborateurs »). En un mot, le parti confirma et justifia son abandon définitif de toute perspective socialiste révolutionnaire, au profit d'un nationalisme à peine réformiste. Encore Mao n'alla-t-il pas jusqu'à fusionner purement et simplement ses forces armées avec celles du Kuomintang, comme le voulait Staline. De ce point

de vue, il parvint à maintenir une certaine autonomie par rapport à Moscou, qui d'ailleurs méprisait ses camarades chinois (les « communistes de margarine »). Au cours de cette période qui s'acheva avec la capitulation japonaise de 1945 face aux États-Unis, le nombre d'adhérents du PCC progressa jusqu'à 1,2 millions en 1945, recrutés presque exclusivement dans la paysannerie, qui était soucieuse de défendre sa terre contre l'envahisseur japonais et qui haïssait par ailleurs le régime de Tchang-Kaï-Tchek, car celui-ci l'avait opprimée et pillée pendant des années pour entretenir son propre parasitisme despote, et lui avait refusé la réforme agraire que le PCC lui promettait au contraire... pour l'après-guerre.

La guerre civile et la prise du pouvoir par le PCC (1946-1949)

Dans la lutte contre les troupes japonaises, l'armée nationaliste avait ménagé ses forces pour mieux pouvoir se retourner contre les « communistes » le moment venu — c'est déjà ce qu'elle avait fait dans les années 1920, s'alliant pour un temps avec le PCC pour ensuite le réprimer de manière sanglante. Cependant, le régime de Tchang-Kaï-Tchek se trouvait après la défaite japonaise dans une situation désastreuse : l'inflation galopante achevait de ruiner l'économie déjà ravagée par huit années de guerre et ce gouvernement était totalement discrédité aux yeux de la population et de l'armée elle-même, dont les soldats désertaient en masse, souvent pour rejoindre les armées du PCC. La situation était mûre pour une prise de pouvoir par le PCC, dont le prestige ne cessait de croître parmi les paysans.



Or, tout à leur idéologie du « bloc des quatre classes », les dirigeants du PCC hésitaient. C'est que Staline multipliait les pressions, alors même que le pouvoir était à portée de main, pour que le PCC collaborât « loyalement » avec Tchang-Kaï-Tchek, afin d'établir un régime soi-disant « démocratique », en poursuivant le front populaire. Pourtant, les dirigeants du PCC ne pouvaient tout de même pas se rendre à cette extrémité, tant les masses en armes faisaient de leur côté une pression plus forte encore pour que le PCC prît le pouvoir, garantît la souveraineté nationale et réalisât les promesses qu'il leur avait faites, notamment la réforme agraire (de fait, dès 1947, le PCC fut poussé, dans les régions qu'il contrôlait, à réaliser un début de réforme agraire). L'État bourgeois de Tchang-Kaï-Tchek était dans une situation de telle décomposition que les troupes du PCC ne pouvaient que l'emporter. Fin 1948-début 1949, l'Armée de libération populaire vainquit à la bataille de Huai-Huai, et le 1er octobre 1949, Mao proclama la République populaire de Chine.

Au cours de cette guerre civile qui l'opposa aux troupes de Tchang-Kaï-Tchek et vit sa victoire se rapprocher à grandes enjambées, le PCC, à la tête d'une armée paysanne, ne tenta à aucun moment de s'appuyer sur la classe ouvrière, en l'appelant à se soulever. Tout au contraire, dans les villes où se constituèrent spontanément des comités ouvriers enthousiasmés par l'arrivée de « l'armée de libération nationale » dans laquelle ils plaçaient tous leurs espoirs pour se débarrasser du régime honni de Tchang-Kaï-Tchek, les chefs du PCC les supprimèrent rapidement et de manière systématique. Ils avaient une méfiance fondamentale à l'égard de la puissance révolutionnaire de la classe ouvrière, dont il s'était totalement coupé pendant plus de vingt ans et dont les aspirations sociales anti-capitalistes risquaient de perturber le programme à peine réformiste du PCC.

De fait, la prise du pouvoir de 1949 par l'appareil du parti appuyé sur la paysannerie ne déboucha pas sur la mise en place d'un État ouvrier. Le PCC ne mit nullement en avant la

¹ En décembre 1936, Tchang-Kaï-Tchek avait été enlevé par l'un de ses propres généraux qui ne le libéra qu'à une condition : changer radicalement de politique et à la guerre civile contre les communistes substituer la guerre anti-impérialiste contre les Japonais.

ligne de la dictature du prolétariat appuyée par les paysans pauvres, pour réaliser tout à la fois les tâches nationales que la bourgeoisie avait été incapable de mettre en œuvre (notamment la réforme agraire) et les revendications proprement socialistes. Au contraire, il isola la classe ouvrière, réprima les tentatives de reconstruction d'un mouvement ou-

vrier authentique et développa une ligne prônant la « révolution par étapes » et l'alliance avec la bourgeoisie nationale qui reconnaissait la légitimité du nouveau régime... ce que les capitalistes firent sans hésiter pour être sûrs de garder le contrôle de leurs usines.



IV. De la prise du pouvoir en 1949 à la révolution culturelle

L'« alliance des quatre classes » et la « révolution par étapes »

Les années qui suivirent la prise de pouvoir par le Parti communiste chinois (PCC) en 1949 furent d'abord marquées par la théorie de la « révolution par étapes » qui supposait une alliance avec la bourgeoisie et le maintien du système capitaliste. Cette alliance était non seulement soutenue, mais même préconisée par la bureaucratie stalinienne de Moscou. Celle-ci, comme la direction du PCC, laquelle était composée avant tout d'intellectuels petits-bourgeois et de cadres militaires issus de la paysannerie, se montrait toujours effrayée à l'idée que les masses puissent échapper à son contrôle et la chasser. En outre, dans le nouveau partage du monde issu de Yalta, la bureaucratie d'URSS, pour assurer sa domination sur sa zone, tenait à rassurer les puissances impérialistes en freinant le développement de la révolution en Chine. Aussi, bien loin de favoriser la constitution de comités démocratiquement élus d'ouvriers, de paysans pauvres et de soldats, le nouveau pouvoir assit-il sa domination sur une Assemblée constituante de type bourgeois. De fait, les réels acquis de la révolution menée par le PCC, qui s'avéra ainsi le seul parti nationaliste-progressiste conséquent, furent ceux d'une révolution bourgeoise : la loi sur le mariage (1950) rompait avec des pratiques patriarcales qui plaçaient la femme dans un statut de soumission. Le mariage forcé des enfants, la prostitution des filles furent désormais interdits, ainsi

que l'infanticide. Le droit de vote des femmes, le droit au divorce et le droit au remariage furent reconnus.

En revanche, pour obtenir le soutien de la bourgeoisie commerciale et industrielle, le PCC, dont la base sociale était la petite-bourgeoisie nationaliste et la paysannerie, étouffa systématiquement les revendications ouvrières, au besoin par des campagnes d'épuration dans le parti et les syndicats. Il ne manqua pas non plus, au cours de cette période, de pourchasser, de persécuter et d'éliminer physiquement les trotskystes chinois, qui combattaient sur la ligne du marxisme et du bolchevisme authentiques (dictature du prolétariat appuyé par la paysannerie pauvre), pour la constitution de conseils à tous les niveaux et pour la révolution permanente (notamment pour l'expropriation des capitalistes). La bureaucratie du PCC liquida ses opposants en inaugurant le phénomène concentrationnaire chinois : en 1951, 10 millions de personnes furent envoyées en « rééducation par le travail », après avoir subi l'épreuve de la « réforme de la pensée ».

La réforme agraire



Le PCC mit en place, à partir de juin 1950, une réforme agraire qui transféra en deux ans, sans indemnité,

la moitié de l'espace cultivé des anciens propriétaires (non exploitants) aux paysans petits et moyens. C'est avant tout en raison de son caractère bureaucratique que cette réforme, menée par en haut, fit environ dix millions de victimes ; de plus, si elle améliora indéniablement les conditions de vie des paysans pauvres, ces derniers ne disposaient que de tout petits lopins, de moins d'un hectare en moyenne. Il demeurait en revanche des paysans suffisamment riches (notamment parmi les cadre du parti) pour voir leur lopin s'accroître, de sorte que se creusèrent à nouveau de profondes inégalités dans le monde paysan.

Le virage « à gauche » de 1952-1953

Le retournement de la ligne d'alliance avec la bourgeoisie proprement dite (la grande et la moyenne bourgeoisie, composée des propriétaires terriens, des gros marchands et des industriels, catégories unies les unes aux autres par des liens souvent familiaux et, quoi qu'il en soit, de classe) s'explique par la conjonction de facteurs extérieurs et intérieurs : en 1950 éclata la guerre de Corée et l'impérialisme américain menaça d'écraser le nouvel État indépendant qui avait chassé les puissances impérialistes et échappait donc à sa sphère d'influence. À l'intérieur même de la Chine, la vieille bourgeoisie reprenait de la vigueur — aidée en cela par le soutien, notamment financier, que lui procuraient le régime de Tchang-Kai-Tchek depuis Formose (Taïwan) et l'impérialisme

américain — et représentait une menace contre-révolutionnaire directe pour les acquis de la révolution nationale et pour les dirigeants du parti.



C'est pourquoi eut lieu un brutal virage « à gauche », à la ville comme à la campagne : l'étatisation des moyens de production industriels et la planification furent généralisées. À la fin de 1949, près de 3 000 entreprises, rassemblant 750 000 ouvriers, étaient certes déjà aux mains de l'État. Mais c'est en fait dès 1945, sous le régime de Tchang-Kaï-Tchek, que ce secteur étatisé avait connu un élargissement important : le gouvernement nationaliste avait alors repris les biens japonais et allemands, de sorte que l'État possédait déjà 70% des capitaux de l'industrie chinoise. Les premières années du gouvernement petit-bourgeois du PCC marquèrent donc en fait une pause dans cette évolution. Ce n'est qu'en 1953 que l'État prit des participations de 50% dans les entreprises privées et plaça à côté du propriétaire ou du gérant un directeur nommé par le parti. Enfin, l'État entama la dernière phase d'appropriation pendant l'hiver 1955 : les entreprises privées qui existaient encore furent expropriées ; mais leurs propriétaires reçurent en compensation des indemnités assez importantes et, souvent, le parti préféra continuer à employer ces entrepreneurs, en général à des postes de responsabilité, afin d'utiliser leurs compétences et de s'assurer leur collaboration au régime. Le lancement du premier Plan quinquennal (1953-1957) assura ainsi en douceur la continuité avec l'économie de marché libre.

La production industrielle releva dès lors pour sa plus grande part de l'État bureaucratique et de lui seul, à l'exception de quelques petites industries qui furent placées sous la gestion d'administrations locales (communes populaires, brigades, municipalités). Les cadres du parti régnent désormais en maîtres sur la production, sans aucun contrôle ouvrier, encore moins sous la direction de comités ouvriers : aussi ne peut-on pas parler de socialisation des moyens de production. Les ouvriers des entreprises d'État bénéficiaient certes d'avantages matériels (garantie d'emploi, logement, santé, retraite, loisirs). Mais ils subissaient blocage des salaires et relèvement de la productivité (stakhanovisme, par accélération des cadences et renforcement de la discipline de travail, traitements humiliants et maigres salaires pour les jeunes ouvriers en particulier), au point que des grèves se déclenchèrent en 1956 (suite à ces grèves, une augmentation de salaire fut accordée, sur laquelle le gouvernement revint dès l'année suivante). La grande majorité des ouvriers ne se reconnaissait pas dans le PCC. En 1949, ils ne représentaient que 3% des effectifs du parti (alors qu'ils avaient été jusqu'à 60% à l'époque héroïque de la construction du PCC dans les années 1920). Avec la conquête des villes, le recrutement augmenta dans les usines. Mais en 1957, malgré l'accroissement numérique du prolétariat, les ouvriers ne représentaient toujours que 14% des effectifs. Cela correspondait à peu près à l'encadrement des syndicats dont les bureaucraties, à la botte du parti, ne défendaient plus du tout la classe ouvrière, mais pratiquaient au contraire la délation : ils constituaient les « langues du parti ». Le paternalisme, le clientélisme et la corruption resurgirent.



La collectivisation des terres

Dans le cadre de consolidation du nouveau pouvoir, un mouvement de collectivisation des terres fut officiellement lancé le 16 décembre 1953, avec la création de coopératives agricoles « de type inférieur ». Chacune englobait 10 à 15 foyers. Les paysans restaient propriétaires de leurs terres, mais cultivaient déjà de façon collective l'ensemble des terres de la coopérative.

À partir de 1955 furent mises sur pied des « coopératives de type supérieur » : jardins et maisons devaient la seule propriété privée laissée aux paysans. 96% des paysans chinois furent regroupés dans des coopératives sans que pour autant eut été développée la base technique permettant le développement de la production par la mécanisation. La production agricole dépassa toutefois légèrement à cette époque l'accroissement démographique, niveau probablement jamais atteint jusqu'alors.

Les « Cent Fleurs »

La consolidation du pouvoir du PCC par des méthodes bureaucratiques engendra à plusieurs reprises des mouvements de contestation populaire contre le régime. En général lancés de l'intérieur même de la bureaucratie du parti par une faction contre une autre, ils finirent par mettre en cause la direction bureaucratique dans son ensemble. Ainsi, lors du mouvement des « Cent Fleurs », lancé en mai 1956, ouvriers, étudiants, enseignants, journalistes, militants, dont la plupart étaient membres du PCC, entreprirent la critique du régime et de ses abus, mirent en question la couche de nouveaux privilégiés, dénoncèrent la transformation du parti en appareil répressif et réclamèrent l'instauration d'une véritable démocratie ouvrière. Des groupes d'étudiants tentèrent de créer une organisation à l'échelle nationale et ébauchèrent dans leur presse un programme révolutionnaire pour en finir avec la bureaucratie. Mais le régime lança contre ce

mouvement révolutionnaire une brutale et très violente répression.

L'histoire de la Chine maoïste fut faite de ces alternances de moments d'apparente liberté et de féroce répression, de fuites en avant et de reculs sociaux et économiques dramatiques.

Le « Grand Bond en avant »



À partir de 1957 fut lancé le « Grand Bond en avant », dont l'« objectif » officiel délirant était de dépasser en l'espace de quinze années la production de la Grande-Bretagne par l'industrialisation accélérée, par la construction, notamment, de milliers de petits hauts fourneaux ruraux, pour laquelle fut enrôlée la main d'œuvre paysanne. Afin de mobiliser celle-ci totalement pour ce travail de titan, les activités furent de plus en plus socialisées ; la structure familiale fut mise en cause ; on établit des cantines collectives, des dortoirs collectifs divisés selon les sexes ; les enfants furent élevés en commun... La voie empruntée fut lourdement bureaucratique et autoritaire, imposant des rythmes de travail effrénés et des conditions d'exploitation inouïes.



L'échec, constaté fin 1961-début 1962, n'en fut que plus rude, aboutissant à de tragiques famines (la paysannerie étant occupée aux travaux industriels, les récoltes pourrissent sur pied ; la période compta 30 millions de morts en plus de la mor-

talité naturelle) et à une profonde récession industrielle (l'acier produit dans ces conditions se révéla en effet inutilisable). Après cette catastrophe humaine et économique, des renvois massifs de citadins dans les campagnes furent organisés, y compris l'envoi de « jeunes instruits ». Avec l'évolution démographique, entre 1957 et 1977, 100 millions de travailleurs supplémentaires vinrent s'ajouter aux 200 millions qui y étaient déjà présents et portèrent la densité de main d'œuvre à près de trois travailleurs par hectare. Le sous-emploi, qui était déjà la plaie des campagnes chinoises d'avant-guerre, s'aggrava démesurément. À partir des années 1960, la concentration des ressources au bénéfice quasi exclusif du développement des infrastructures industrielles lourdes s'effectua aux dépens des ruraux, des consommateurs urbains et des équipements sociaux.

La « révolution culturelle »



Le déclenchement de la pré-tendue « révolution culturelle » ne fut qu'un avatar des contradictions internes à la bureaucratie. En effet, la « révolution culturelle » fut lancée à la fin de 1965 par une aile de l'appareil du parti, représentée par Mao-Tsé-Toung, contre une autre aile, considérée comme « droitière ». Mao invita officiellement à critiquer la bureaucratie routinière. Ce fut une épuration générale, orchestrée par les « Brigades rouges » sous les ordres de Mao. Un culte de la personnalité hystérique fut développé à l'égard de Mao et de son « Petit Livre rouge ».



Mais, en même temps, comme lors du mouvement des Cent Fleurs, les masses populaires, notamment les jeunes, les ouvriers et les intellectuels, s'engouffrèrent dans la brèche ainsi ouverte et se mirent à prendre Mao au mot, en développant une critique en règle de la bureaucratie et des privilégiés. Ce fut donc également un formidable mouvement de mobilisation populaire et de prise de parole, au grand dam de la bureaucratie qui en perdit un moment le contrôle. Les masses commencèrent à développer une action véritablement révolutionnaire dont l'aboutissement eût été le délogement de la bureaucratie dans son ensemble. Pour éviter cela, un revirement brutal fut opéré par Mao et ses sbires, qui firent intervenir l'armée dans la plus grande violence, à partir de 1967. Assassinats, persécutions, déportations : les victimes se chiffrent par millions.

Le PCC au pouvoir : un parti petit-bourgeois autoritaire

Le pays resta donc privé de toute existence démocratique. Le PCC, Parti-État, n'était fondé que sur le centralisme et absolument pas sur la démocratie (c'est encore le cas aujourd'hui en Chine). Le pouvoir était interdit à l'écrasante majorité de la population. Même les membres du parti étaient exclus de la décision politique. Le Congrès ne se réunissait que très rarement, et seulement pour renouveler les cadres principaux du parti. Les décisions politiques n'étaient prises qu'au sein des cercles les plus restreints de l'appareil (comité central et bureau politique). La réalité du pouvoir était concentrée en fait entre les mains du Bureau politique, et même du Comité permanent du Bureau Politique. Le groupe des dirigeants suprêmes, organisant la soumission totale des individus,

n'était lui-même subordonné à aucun contrôle, ni pour nommer les cadres à des postes clés, ni pour prendre des décisions politiques.



Enfin, la politique extérieure du PCC, se ralliant comme Staline à la doctrine du prétendu « socialisme dans un seul pays », a quant à elle consisté en un soutien total aux opérations contre-révolutionnaires de la bureaucratie soviétique et des partis communistes partout dans le monde, notamment au moment de l'écrasement du mouvement ouvrier est-allemand en 1953 et du soulèvement révolutionnaire hongrois et polonais de 1956. Après la rupture entre l'URSS et la Chine, celle-ci n'a eu qu'une influence très limitée à l'échelle internationale (sauf dans la péninsule indochinoise), subordonnant toujours l'activité de ses partisans étrangers à ses propres intérêts d'État et aux priviléges de ses dirigeants.

Conclusions

En conclusion de cette série d'articles sur les « problèmes de la révolution chinoise », on peut constater tout d'abord que le PCC s'est toujours davantage éloigné du marxisme révolutionnaire, tant par la stratégie d'alliance avec la bourgeoisie qui fut la sienne de manière presque ininterrompue de 1923 à 1927, puis de 1937 à 1953, que par son refus corrélatif de se construire dans la classe ouvrière après 1927. Or on a vu, en étudiant la politique du Kuomintang et de Tchang-Kaï-Tchek dans les années 1920, qui aboutit à l'élimination sanginaire de milliers de militants communistes chinois en 1927, com-

bien la classe bourgeoise, fût-elle anti-impérialiste par nationalisme, restait l'ennemie irréductible de la classe ouvrière, et que la moindre menace révolutionnaire sur ses positions entraînait automatiquement de sa part une réaction contre-révolutionnaire violente. Pourtant, les dirigeants du PCC n'ont pas hésité à reprendre cette tactique du bloc des quatre classes de 1937 à 1952-1953. Son abandon à cette date ne fut que le fruit de la peur, née dans l'appareil bureaucratique, de se voir renversé par l'ancienne bourgeoisie qui se renforçait.



En second lieu, on remarquera que, à partir de 1949, jamais l'appareil d'État n'a été dirigé ou même simplement contrôlé par la classe ouvrière : celle-ci fut totalement exclue du processus de décision, le Parti-État restant aux mains d'une caste de dirigeants petits-bourgeois, intellectuels pour la plupart, issus de la paysannerie pour certains cadres de formation militaire. Jamais de véritables soviets ouvriers et paysans ne s'organisèrent pour prendre en charge eux-mêmes leur destin et l'organisation des structures sociales et économiques du pays. Au contraire, le parti lutta contre toute tentative d'auto-organisation des masses. Le prolétariat fut surexploité, brimé, il lui fut interdit toute initiative politique, toute maîtrise de son propre destin, tout contrôle sur les dirigeants économiques et politiques.

Ce qui a dominé en fait, dans la « Chine populaire » de l'après 1949, c'est la propriété d'État, qui ne saurait être confondue avec la socialisation réelle des moyens de production. De fait, loin de commencer à déperir comme c'eût été le cas d'un État ou-

vrier dès sa constitution, l'État chinois du PCC est devenu de plus en plus bureaucratique, tentaculaire et oppresseur des classes populaires, à commencer par la classe ouvrière. Finalement, la fraction la plus droitière du PCC a triomphé au milieu des années 1970 avec l'arrivée à la tête de l'État de Deng Xiaoping, dont la politique a consisté à réintroduire progressivement le capitalisme privé étranger en Chine, jusqu'à aujourd'hui, où l'économie chinoise est soumise à un traitement de choc, au prix d'un désastre social sans précédent, pour s'adapter aux normes du marché capitaliste mondial.

Mais c'est bien depuis 1949 que les masses travailleuses sont intégralement soumises à la dictature d'une minorité infime de dirigeants privilégiés indépendants du peuple. Dès lors, il est clair que, contrairement à ce que soutiennent de nombreux « trotskystes » (aussi bien le Secrétariat unifié que les lambertistes, les morénistes et d'autres groupes issus de ces courants), on ne peut parler au sujet de la Chine d'un « État ouvrier », même « déformé ». L'étatisation des moyens de production ne saurait suffire pour définir un État comme « ouvrier », et aucun État ouvrier ne peut naître (par quel miracle ?) en l'absence d'une révolution ouvrière. La constitution d'un État ouvrier, de la dictature du prolétariat, en un mot du pouvoir des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, est un acte décisif de l'émancipation de la classe ouvrière par la classe ouvrière elle-même (en alliance avec les autres classes exploitées et opprimées, en particulier la paysannerie pauvre). Elle se confond donc avec l'auto-organisation des masses expropriant les capitalistes et les propriétaires fonciers et les bureaucratiques de tout poil, donc avec l'existence de soviets dans tout le pays et en particulier dans les grandes villes. Et l'on reconnaît une telle révolution au fait qu'elle est et ne peut être qu'une révolution permanente, une révolution internationale progressant jusqu'au socialisme.